

## **Lionel ENGRAND : Mutation du logement social au 20<sup>ème</sup> siècle**

La période de l'après seconde guerre mondiale, entre 1945 et 1965 est un moment clé de l'histoire de l'architecture du logement en France.

C'est une période de mutations, de ruptures par rapport aux périodes antérieures :

- Ruptures en termes de formes urbaines, d'architectures produites.
- Ruptures au niveau des manières de construire.
- Ruptures au niveau de l'espace du logement.

Après 1945, en matière d'architecture du logement on procède de manière radicalement différente. Il existe certes des points de continuité mais d'une manière générale il y a rupture.

Le contexte :

Images de Saint-Lô dans la Manche, en 1944 la ville est rasée à 80%, au Havre même scénario, ville rasée à 80%. D'autres villes françaises sont dans le même état. Certaines sont moins abîmées. Caen est détruite à 75%, Rouen à 50%...En région parisienne, de nombreuses villes dans lesquelles il y a des points stratégiques, des gares de triages par exemple, sont également bombardées. Les bombardements en altitude assez élevée sont relativement imprécis et font des dommages en périphérie des points d'impact. Ils créent des dégâts considérables dans le patrimoine immobilier français. A la Libération, la France est, en matière de logement dans une situation dramatique. En 1945, à peu près un million de familles sont sans abri. Dans le même temps quantité de familles sont logées dans des conditions extrêmement médiocres. Le problème du logement de la France à cette époque est lié évidemment aux destructions de la guerre mais aussi à une sorte de léthargie en matière de logement depuis le début du siècle. De plus, depuis le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle s'est amorcé un exode rural, qui après 1945 prend une nouvelle tournure. La combinaison de ces paramètres posent un véritable problème.

Image : 1950 Jardin du Luxembourg à Paris. Le baby-boom renforce également la crise du logement. Entre 1946 et 1969, la population française augmente de 10 Millions d'habitants. En 23 ans, elle augmente autant qu'entre 1800 et 1945, soit autant qu'en l'espace de 150 ans.

Face à cette pénurie de logement, les initiatives privées ne sont pas en mesure de relevé le déficit. Ce sont les pouvoirs publics, après 1945, via le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (le MRU), qui vont

centraliser les projets de reconstruction du patrimoine immobilier. Ils se substituent aux initiatives privées qui prévalaient jusque-là. Cette intervention de l'Etat n'est pas banale, c'est la première intervention significative en la matière. Il est vrai que dans les années 20, en 1928 notamment, la loi Loucheur (du Ministre Louis Loucheur), fut une première tentative d'apporter des solutions à la question du logement de masse. Cependant on sort du XIX<sup>e</sup>, qui est un siècle éminemment libéral, et l'idée selon laquelle les pouvoirs publics pourraient s'immiscer dans des questions comme celle de l'habitation n'est pas encore entrée dans les pratiques. De plus, les propositions de Loucheur vont rencontrer un certain nombre d'obstacles. Elles sont votées en 1928. Elles doivent favoriser la construction de logements de type HBM et de maisons individuelles en accession à la propriété. En réalité avec le krach de Wall Street en 1929, les financements que souhaitait mobiliser Loucheur ne pourront pas l'être. Finalement ce projet ne donnera pas lieu à des constructions massives. Après 1945, la situation est radicalement différente. Les pouvoirs publics acquièrent une légitimité qu'ils n'avaient jamais eue jusque-là. On assiste rapidement à la mise en place d'une économie dirigée. Une génération de technocrates modernisateurs arrive au pouvoir. A la fin de la seconde guerre mondiale, et ce pour la première fois dans l'histoire de France, l'Etat devient le premier investisseur du pays et va s'imposer comme le moteur exclusif de sa reconstruction et également de la construction des nouveaux programmes de logement à partir du milieu des années 50.

Cette intervention des pouvoirs publics recouvre plusieurs aspects, qui permettent de comprendre l'émergence du phénomène « grands ensembles » :

1. Un aspect macro économique
2. L'évolution des techniques de fabrication
3. Un projet social, de cohésion sociale

### **1 L'aspect macroéconomique : l'économie planiste**

Les plans quinquennaux se mettent en place après 1945. Au sortir de la guerre, le pays a perdu environ 40% de sa capacité productive. L'appareil industriel a été mis à mal. Il y a une pénurie générale de matériaux. Les transports sont paralysés (2000 ponts détruits, 32km de lignes de chemin de fer détruites). Dès 1947, le plan Monnet (premier commissaire au plan) privilégie en premier lieu la reconstruction de l'appareil de production. Une politique de dynamisation du bassin de l'emploi est mise en place ainsi qu'une politique de nationalisation du secteur bancaire, des transports et de l'énergie. Dans un contexte où le

plan Marshall commence à apporter certaines aides financières, le résultat est très rapidement positif. Si l'économie française stagne jusqu'en 1950, la production industrielle va augmenter très rapidement. Entre 1950 et 1958 elle rattrape et dépasse la production d'avant guerre et augmente de 47% entre 1950 et 1958. Le pays est à nouveau en état de produire. Mais pendant cette période le logement est relégué au second plan. Ce n'est qu'à partir de 1954, 1955 que l'on commencera à construire beaucoup de logements.

Image. L'abbé Pierre lance son appel en 1954 parce que la situation du logement d'alors est la même qu'en 1945. Elle a même empiré en raison du boom démographique et de l'exode rural. (Nous avons récemment fêté les 50 ans de l'appel de l'abbé Pierre, et même si nous vivons dans un des plus riches pays du monde, un certain nombre de problèmes subsistent en matière de logement et de pauvreté.) L'appel de l'abbé Pierre est contemporain du 2<sup>nd</sup> plan, le plan Hirsch. Celui-ci prend la suite du plan Monnet à partir de 1953, 1954. Il définit un nouveau cap. La question du logement fait l'objet d'une approche planiste. Des objectifs à atteindre sont définis et une réflexion pour y parvenir engagée. Les grands programmes de logement se mettent en place. C'est à ce moment que les grands ensembles font leur apparition en France. La question du logement est alors pensée à l'échelle du territoire. Elle quitte le débat entre spécialistes locaux et les entreprises privées. Eugène Claudius Petit (un des premiers ministre de la reconstruction, qui sera un supporter de Le Corbusier, lui permettant de construire, par exemple, sa fameuse cité radieuse à Marseille) disait : « l'objectif est de préparer un plan national d'aménagement du territoire et notamment d'étudier les conditions optima de l'implantation de l'habitat en fonction, d'une part des besoins des programmes économiques, d'autre part de l'évolution démographique et de l'immigration. » La question du logement est passée du micro au macroéconomique.

Image - Un exemple type : la ville de Mourens, à côté de Pau, est créée de toute pièce. C'est un bassin d'emploi qui nécessite l'installation des travailleurs à proximité. Dans une logique de développement industriel sont construits de nouveaux logements susceptibles d'accueillir ces nouvelles populations.

Image - Pendant la construction.

Image - Après la livraison du projet.

Ces projets, qui sont aujourd'hui souvent très dégradés, souvent mal vécus, offraient tout juste sorti de terre une architecture de bonne qualité.

Après 1945, au delà de la reconstruction du patrimoine détruit pendant la guerre, l'Etat va progressivement prendre en charge la construction de logements en relation avec des impératifs liés au boom démographique mais aussi au développement industriel du pays. D'une certaine manière au début des années 50, le logement devient un élément terminal dans une politique d'aménagement du territoire et de développement industriel.

## **2 L'évolution du cadre de production**

L'objectif est de construire vite beaucoup de logements avec des coûts réduits. On estime en 1950 qu'il faut construire environ 300 000 logements par an pendant 15 ans pour commencer à rattraper le déficit. D'autres pays également très abîmés pendant la guerre n'ont pas le même problème parce que la France a très peu construit pendant la première partie du XX<sup>e</sup> siècle et paie les pots cassés après 1945. Pour construire ces logements on transforme le cadre de production. Cette transformation connaît plusieurs étapes :

- Une première étape commence pendant la guerre.

A partir de 1941, un premier travail s'opère dans le secteur du bâtiment sur la normalisation des éléments. Il est conduit sous la tutelle de la FNOR (Agence Française de Normalisation). Dans ce contexte, on tente de trouver un consensus entre les différents acteurs du bâtiment. Imposer des normes, normaliser certains équipements, notamment le second œuvre comme les portes, les fenêtres représente déjà une tentative d'accélérer le travail.

- La seconde phase entre 1946 1951 met en place une politique de modèles, de chantiers d'expériences.

On tente d'élaborer des modèles architecturaux pour pouvoir les reproduire ensuite à grande échelle sur le territoire national.

Image - Panneau de façade à Saint-Cloud, test de nouveaux matériaux de construction. Désormais les matériaux devront, pour pouvoir être utilisés, recevoir l'agrément du centre scientifique et technique du bâtiment créé en 1945. L'Etat finance, mais exerce un contrôle normatif.

Image - Pendant cette période sont lancés les premiers concours. En 1949 a lieu le concours de Villeneuve Saint George, pour 200 logements. Si l'expérience s'avère efficace, cette architecture pourra être

reproduite dans d'autres régions. Il s'agit de travailler sur les techniques et la productivité.

Image - Deuxième chantier expérimental important : le concours de Strasbourg pour la cité Rotterdam en 1950. Il marque un changement d'échelle puisque le projet comprend 800 logements mais aussi parce qu'il impose aux architectes dès la phase du concours de s'associer à une entreprise. C'est le principe des projets concepteur / constructeur. L'objectif est, là encore, d'améliorer la productivité. Le lauréat de ce projet est Eugène Baudouin (Le Corbusier obtient le quatrième prix), architecte qui travaillait avant-guerre. Il a construit ce que l'on considère comme le premier ensemble d'habitations collectives de grande envergure en France : la cité de la muette à Drancy, en région parisienne. – Image - Elle aura une destinée assez funeste puisqu'un des bâtiments servira de camps de transit en direction des camps de concentration en Allemagne. Le concours de Strasbourg est important dans l'histoire de cette période parce qu'il montre que les pouvoirs publics sont en train de changer d'échelle de mettre en place de nouvelles procédures pour construire plus rapidement, mieux et surtout à moindres coûts.

- La troisième phase commence en 1953 : le secteur industrialisé. Jusque-là, en France, les entreprises de travaux publics étaient de petite taille. Les pouvoirs publics tentent de substituer à cette mosaïque d'entreprises souvent familiales des grands groupes de bâtiment et de travaux publics. C'est à cette époque que naît Bouygues, par exemple. Les pouvoirs publics favorisent la concentration d'entreprises pour créer des grands groupes de BTP avec lesquels ils passent des contrats pluriannuels portant sur la réalisation de plusieurs dizaines de milliers de logements. On assiste une nouvelle fois à un changement d'échelle, entre la politique des modèles qui vise à développer des techniques pour construire rapidement à faible coût et le fait de passer des marchés pluriannuels avec des grands groupes. La montée en puissance de ces grands groupes de BTP et l'apparition des bureaux d'étude qui vont participer à l'optimisation, la rationalisation du processus de construction et de gestion des chantiers, entraînent une refonte des métiers du bâtiment. Dans les premières années après la seconde guerre mondiale, on testait des systèmes constructifs qui s'approchaient de ceux du mécano. L'idée était de préfabriquer des petits éléments qu'on assemblait ensuite sur les chantiers. Dans un second temps, on développe le système des grands panneaux avec notamment des sociétés comme Camus. On construit des usines de préfabrication où sont réalisés des éléments entiers des immeubles d'habitation, par

exemple des morceaux de façades dans lesquelles les fenêtres sont déjà posés, ou des morceaux de dalles de 40m<sup>2</sup>, qui seront ensuite transporter et mis en place sur le chantier. Cette époque voit également un transfert des techniques du génie civil vers le bâtiment. La grue, une technique portuaire à l'origine, devient le chemin de grue dans le bâtiment et permet d'optimiser la production.

Les pouvoirs publics lancent des campagnes d'information pour inciter les jeunes gens à devenir maçon pour palier la pénurie dans ces métiers. Le problème est vite résolu par une politique d'immigration conséquente et par la formation rapide des travailleurs. Dans la mesure où l'industrialisation du bâtiment permet aux entreprises d'assembler les modules sur les chantiers, la main d'œuvre ne nécessite pas de savoir faire particulier. Les savoirs faire des maçons ne sont alors plus opérationnels.

Parallèlement à cette évolution des techniques, se dessine une évolution esthétique et formelle. Contrairement à beaucoup d'idées reçues le ministère de la reconstruction et de l'urbanisme n'a pas imposé d'esthétique après 1945 et notamment pour la reconstruction des villes détruites. Il souhaite avant tout rappeler les sols, moderniser le réseau viaire, adapter les villes traditionnelles à la ville du XX<sup>ème</sup> siècle.

Image - « Eviterons-nous ces erreurs en reconstruisant ce quartier neuf sur un tracé périmé? Le bon sens répond non. » Pour construire des immeubles contemporains, on ne peut pas suivre un tracé qui accueillait des architectures du XIX<sup>ème</sup> siècle. L'idée du remembrement se met en place. Les pouvoirs publics interviennent.

Des constructions de styles très différents sont réalisées à cette époque :

Image - Style néorégionaliste ou style MRU. On reconnaît les précadres en béton installés autour des fenêtres. Ce style néorégionaliste est assez conventionnel, les bâtiments s'implantent en bord de rue, avec des toitures à pente, de larges cheminées.

Image - Saint-dié. De la même manière, ces bâtiments auraient pu à quelques détails près être construit vingt ans auparavant.

Image, Royan : Dans le même temps existent des opérations nettement plus ambitieuses. Le projet de Royan n'a pas trop mal vieilli, même si les habitants le détestent. Il a vraiment des qualités. La barre qui épouse la forme de la plage d'une écriture moderne pour l'époque (aujourd'hui on dit néomoderne). Elle a aussi des qualités en terme urbain puisqu'elle s'interrompt ponctuellement mettant en relation la plage avec les îlots en

intérieur. Le projet traduit une réelle pensée, un souci de créer une nouvelle forme urbaine qui mette en relation la plage et les autres quartiers avec une architecture de bâtiments relativement bas

La décision de construire de nouvelles habitations et plus seulement de reconstruire ce qui avait été détruit entraîne un changement radical. Le saut quantitatif est impressionnant

Images -. Marly les grandes terres, en région parisienne, 1500 logements sont construits d'un seul tenant,

Les Mureaux, dans la vallée de la Seine, 1300 logements,

L'ensemble des Courtilières d'Emile Aillaud, 1700 logements,

La Courneuve, 4 000 logements, c'est-à-dire 20 000 habitants,

Sarcelle, 8 000 logements qui représentent à peu près une ville de 40000 habitants.

Dans les archives du Ministère de l'équipement de se trouvent des films d'archive, tournés pour l'essentiel dans les années cinquante, mettant en scène des architectes. Emile Aillaud, par exemple, commente la livraison de l'opération de Sarcelle, où les gens sont absolument enthousiastes à l'idée d'habiter dans ces logements. Ces films montrent surtout la naïveté incroyable des architectes. Dans un passage, Emile Aillaud explique l'architecture réalisée à Sarcelle – Image. Il l'a réalisée parce que les gens ne sont pas des numéros. Ils méritent de vivre dans des architectures remarquables, extraordinaires. Il a vraiment confiance dans l'avenir de son projet.

Dans cette période existe une course à la longueur, à la hauteur, à l'exploit.

Image - A Nancy, le projet de Bernard Zehruss pour le Haut du Lièvre offre une magnifique vue sur la ville. Il a longtemps été le plus long bâtiment d'Europe, avec ses 400 m de longueur. (Il a été depuis redécoupé, emballé, décoré avec une inspiration très douteuse ...)

Certains architectes sont fascinés par le défi. D'autres pays ont, par la suite fait plus fort. En Italie, dans la banlieue de Rome, l'opération le « Cordiale » ( ? ? ) est une barre d'1 km de long.

Le bilan quantitatif est très satisfaisant. En 1948 on construit environ 40000 logements par an, à la fin des années cinquante 320 000. En dix ans, l'échelle a radicalement changé simplement en transformant le cadre de production. Le temps nécessaire pour fabriquer un logement a été divisé par deux.

### **3 Le projet social porté par la politique de logement**

Image – Une couverture de Science et Vie en 1946. Les revues populaires s'intéressent vivement à la question de l'habitation après-guerre. En 1946, l'Institut National d'Étude démographique (INED) réalise une enquête sur les désirs des Français en matière d'habitation. Ils répondent dans leur grande majorité (85%) qu'ils aspirent à vivre dans une maison individuelle. Concrètement la politique mise en place est, à l'opposé, une politique d'habitation collective.

Image - Un projet Porte des Lilas, à Paris.

Pourquoi la France a-t-elle privilégié dans de telle proportion les habitations collectives ? Après 1945, les pouvoirs publics ont essayé de lancer un secteur de la maison préfabriquée avec des chantiers d'expérience.

Image – Exemple de Noisy-le-Sec, où sont construits une cinquantaine de pavillons. Certains pavillons sont aujourd'hui en parfait état, charmants dans le style année cinquante.

La filière maisons individuelles va être, très rapidement, complètement abandonnée par les pouvoirs publics.

Une raison évidente est l'économie d'échelle. Construire des maisons individuelles prend plus de temps, coûte plus cher, nécessite des infrastructures, des réseaux. Une autre raison est le scandale des mal lotis. En 1920 et 1939 un certain nombre de notaires, de lotisseurs en région parisienne vont lotir plusieurs dizaines de milliers d'hectares de terrains. Ceux-ci vont être vendus lot par lot pour l'essentiel à des ouvriers, des artisans, des employés modestes parisiens. Ces lotisseurs sont pour la plupart des escrocs qui n'équiperont jamais complètement les lotissements. Ils promettent l'eau, le gaz, l'électricité et des rues empierrées, mais dans 50% des cas, ça ne sera jamais fait. Assez rapidement ce problème parisien devient un débat national.

Image - Les chemins ne sont pas empierrés. Dès qu'il pleut tout est inondé.

Les lotisseurs, régulièrement, lorsqu'ils vendent les terrains, montent une ligne de tramway, entre la gare la plus proche et le lotissement. Les acheteurs imaginent qu'une ligne de tram relie la gare à leur lotissement. Mais dès que les lots sont vendus, la ligne de tramway est fermée. Les gens se retrouvent largués dans la nature. A ceci s'ajoute des problèmes d'insalubrité, d'équipement (pas d'équipement public)... En 1925 le rapporteur de la commission urbanisme au Sénat s'exprime à ce sujet: « Ce sont tous ou presque des gens de petite condition, parfois indigents, las de vivre à Paris dans une mansarde ou un logement exigu

où ils étouffaient avec leurs enfants, qui voulurent trouver à côté de la ville de l'espace et du soleil. Ils ont acheté quelques mètres de terrain à bas prix et se sont évadés du taudis pour s'enliser dans la boue de la banlieue. » Au delà de cette sincère compassion des politiques, cette colonisation pavillonnaire anarchique crée un vent de panique du côté des classes dirigeantes à partir du milieu des années 20 parce que les mal lotis s'organisent en association. Celles-ci sont largement soutenues par le parti communiste. Un député à la chambre, dans les années 20, témoigne : « Pendant une partie de l'année, du seuil de leur pauvre maison environnée de cloaques, des dizaines de milliers de familles peuvent apercevoir à l'horizon la silhouette d'une des villes les plus somptueuses du monde. Il y a là un contraste anti-social, un sujet d'amère méditation, d'autres pourraient dire peut-être un péril. » Ce péril est le communisme. A partir des années 20, l'idée se répand parmi les conservateurs que le problème des mal lotis, la situation catastrophique dans laquelle ils se trouvent, vont les pousser dans les bras du communisme. La grande crainte est de voir se former autour de Paris une ceinture rouge. Un autre député conservateur en 1925 rapporte : « L'absurde fléau du communisme est dû pour les trois quarts à la question des lotissements. Le centre nerveux du communisme français c'est Paris ou plus exactement sa banlieue. C'est là que se cantonnent les troupes sur lesquelles l'état-major Moscoutaire exerce son pouvoir. Sur cent communistes de la fameuse ceinture rouge de Paris, il y en a 75 sinon plus, dont le communisme se réduit à une question de lotissement. ». Ce phénomène signe d'une part la faillite du système libéral qui ne parvient pas à encadrer rationnellement la croissance de la banlieue, d'autre part celle du lotissement comme mode de colonisation susceptible de produire une forme urbaine intéressante et une vie sociale digne de ce nom. Après la seconde guerre mondiale, le souvenir du scandale des mal lotis, de l'anarchie pavillonnaire est toujours vivace. C'est une des explications du refus des pouvoirs publics de travailler à un mode de colonisation urbain à partir de maisons individuelles. Le poids des ingénieurs et des planificateurs dans l'appareil d'Etat est également un élément à prendre en compte pour expliquer ce phénomène. Les ingénieurs des ponts, les ingénieurs travaux publics sont sans doute plus fascinés par la mise en œuvre de grands ensembles périurbains que par une politique de saupoudrage pavillonnaire ici et là. L'élaboration de méthodes de production industrielle pour construire de grands ensembles les intéresse d'avantage que la gestion d'une prolifération pavillonnaire. D'autre part, l'idée du pavillon avec son coin de terre est connotée de manière très négative dans l'après-guerre. Elle renvoie, en 1945, au grand thème de la révolution nationale, du redressement national instauré par Pétain,

s'appuyant sur le retour aux valeurs terriennes. De la même manière, le pavillon est le symbole de l'égoïsme, du repli sur soi. En 1945, après cinq ans de guerre, le pays, mais aussi le lien social, sont en ruine. Lorsque De Gaulle dit en 1945 « la grande tâche, la tâche sacrée c'est la reconstruction du pays », on comprend qu'il ne s'agit pas simplement de reconstruire le patrimoine qui a été abîmé mais aussi un lien social. On peut se demander si les grands ensembles n'incarnaient le rêve d'une nouvelle société qui serait, d'une certaine manière, émancipée de la lutte des classes, et où l'idée de la cohésion sociale serait permise par une plus grande proximité spatiale. Paul Henry Chombart de Lauwe, un des ethnologues qui s'est intéressé le plus précisément à la question des grands ensembles explique : « Le fait d'habiter dans les cités, pousse certaines familles à rechercher une position sociale plus élevée, d'autres au contraire, pour ne pas se distinguer, simplifient leur genre de vie. » Il exprime l'idée que les grands ensembles vont permettre la fusion des classes, qu'une plus grande proximité spatiale entre des classes populaires et des classes moyennes va créer une nouvelle forme de cohésion sociale. De fait, jusqu'au début des années soixante, ce mélange de classes sociales existera, dans les grands ensembles. Le brassage social, sans l'idéaliser, fonctionne jusqu'au moment où les classes moyennes supérieures des grands ensembles vont pouvoir accéder au pavillonnaire, lorsque les pouvoirs publics mettent en place une politique pavillonnaire pour le plus grand nombre. Ne resteront dans les grands ensembles que ceux qui n'ont pas les moyens d'en partir. La situation se dégrade à partir de 1973 avec le choc pétrolier. Initialement, les grands ensembles d'habitation collectives ont été conçus comme des laboratoires de nouvelle vie sociale. Le choix du tout collectif s'explique également par rapport à cette variable.

Cette période se caractérise également par une extraordinaire démocratisation du bien-être. Les grands ensembles en sont le support. En 1954, première enquête sérieuse des pouvoirs publics sur le parc de logement montre que 80 % des habitations datent d'avant 1914. Dans les villes françaises de plus de 50 000 habitants, 67 % des logements ne comportent qu'une ou deux pièces, 10 % n'ont pas de cuisine, 6% n'ont pas d'électricité, 21% n'ont pas le gaz de ville, 22% n'ont pas d'eau à l'intérieur des logements, 56% n'ont pas de WC à l'intérieur, 80% n'ont ni baignoire ni douche, 80% n'ont pas le chauffage central. Ces résultats expliquent également l'action des pouvoirs publics.

Image - Affiches sur le taudis meurtrier. Les années cinquante connaissent encore des problèmes de tuberculose. Entre deux guerres elle était la principale cause de mortalité en France. Associée, dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle à l'habitat insalubre, elle est due à un manque

d'ensoleillement et de ventilation. Les grands ensembles sont une réponse idéale. Ils résolvent les problèmes d'ensoleillement et de ventilation. Dans une certaine mesure, le grand ensemble tel qu'il émerge dans les années cinquante est une architecture qui poursuit la tradition de la pensée hygiéniste de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. L'idéal de la lutte bactériologique figure dans cette architecture.

La démocratisation du bien-être prend un nouveau tournant au milieu des années cinquante. Entre 1950 et 1958 le pouvoir d'achat des classes moyennes augmente sensiblement (le salaire horaire moyen augmente de 40%). Cela se reporte sur l'acquisition d'automobile, sur les loisirs (explosion du tourisme de masse) et sur l'équipement ménager. C'est l'âge d'or du salon des arts ménagers (en 1953, 1,5 millions de visiteurs). Un culte de l'espace domestique sans précédent apparaît. Il est partagé par tous et plus seulement par une élite, comme dans les années 30. Une frénésie se développe, des nouveaux magazines consacrant de larges rubriques à la question de l'équipement du logis paraissent.

Images - Publicité pour nouveaux matériaux, au salon des arts ménagers, un panneau d'information du Ministère de la construction et de l'urbanisme sur les vertus de l'équipement moderne du logis, premières publicités pour les cuisines intégrées, équipements particulièrement prisés comme ce frigidaire, idée de l'équipement ménager comme objet de désir, 'Moulinex libère la femme' avec toujours ce discours très ambiguë sur la libéralisation de la femme...

Les architectes se méfient assez rapidement de l'architecture qui est en train de se mettre en place.

Image - La revue *Architecture d'aujourd'hui*, une grande revue qui a milité en faveur de la modernité depuis le début des années 30, publie dès 1960 un réquisitoire contre ce qui est en train de se passer. Elle publie, entre autres, un reportage sur Sarcelle, avec une phrase de Pierre Sudreau, ministre de l'époque : « il s'agit non seulement de faire des groupes d'habitation qui fonctionnent bien qui soient pourvus de tous les commodités nécessaires, de tous les équipements collectifs et sociaux indispensables, mais aussi de créer parfois de toute pièce des lieux où l'on aime vivre, où l'on se sent chez soi. » Le commentaire du ministre contraste violemment avec la présentation faite de Sarcelle. Dès la fin des années 50, avant même de parler de 'Sarcellite', on commence à avoir de sérieux doutes au sein de la profession.

Image – toujours dans la revue *Architecture aujourd'hui*, en 1961 : « les grandes réalisations, dispersion, médiocrité ».

Image - Athis Mons, en 1962, illustre le contraste entre le tissu pavillonnaire existant et l'architecture totalement autistique totalement en rupture avec l'environnement. L'implantation au sol de cette architecture correspond souvent, en caricaturant un peu, à des logiques d'ensoleillement, de distance et perd toutes ces qualités en termes de rapport à la rue, de rapport à la ville.

Image – Comment implanter des bâtiments sur le sol ? deux cas de figures, soit 4 soit 12 planchers. Tel ou tel dispositif est plus ou moins performant puisqu'il permet de générer des vues plus ou moins satisfaisantes, d'ensoleiller plus ou moins correctement les appartements.

Il existe, à cette époque, un réel engagement des architectes sur l'espace du logement dans la continuité de réflexions conduites dans les années 30 par les modernes de la première génération. Ce travail s'appuie sur une idée essentielle : tous les individus ont les mêmes besoins. Il s'agit de construire des logements qui répondent à ces besoins. L'architecture du logement adopte une approche fonctionnelle.

Image – Séparation des activités dépendant du feu des activités dépendant du lit.

Les besoins, tels qu'ils sont répertoriés dans les revues d'architectures sont : l'alimentation, le sommeil, l'hygiène corporelle, l'éducation des enfants, le travail ménager de la femme et la puériculture.

Image – La revue *Technique et Architecture* en 1947 explique que si les appartements sont un peu étroits, on peut imaginer des dispositifs de ventilation des bambins...par la fenêtre.

Les architectes des années 50 réfléchissent également sur le taylorisme des années 20 et 30, sur l'efficacité de la gestuelle. Un logement devrait finalement être aussi efficace qu'un atelier de fabrication.

Image – Quelle disposition de la cuisine permet une plus grande efficacité en termes de production ménagère, en fonction des pas de la ménagères ?

Image – Le schéma de Paulette Bernege explique que si la cuisine est distante de 8 mètres de la table de la salle à manger, en 40 ans, la ménagère aura parcouru la distance qui sépare Paris du lac Baïkal. (Condamnation des appartements bourgeois construits dans la seconde moitié du XIXème siècle, où les cuisines sont reléguées au fond des logements.)

Image - dans *Architecture aujourd'hui* l'impact de la disposition de l'évier sur le déplacement des mains lorsque l'on fait la vaisselle.

Image - issue d'un Larousse des Arts ménagers : « la cuisine dans la maison en 1953 », représentative de cet idéal d'efficacité, de modernité de l'époque.

En conclusion, contrairement aux apparences et aux images choisies précédemment, cette production recèle des bijoux. Il est important de faire la part des choses entre ce qui relève des œuvres à conserver et ce qui ne mérite pas forcément le même type d'attention, à savoir l'essentiel de la production de cette époque qui est une production banale. Les oeuvres à protéger sont souvent plébiscitées par leurs habitants comme la Cité radieuse à Marseille ou encore nombreux autres immeubles construits à cette époque comme les formidable bâtiments de Jean Dubuisson (d'ailleurs menacés de destruction). Les architectes s'en sont toujours bien sortis lorsqu'ils travaillaient sur des opérations d'échelle relativement modeste. A partir du moment où l'échelle change, l'architecte perd la maîtrise, quel que soit son talent.

Image – Par exemple, un projet réalisé par l'un des plus grands architectes français du XXème siècle Jean Ginsberg. Il a fait les bâtiments les plus extraordinaires dans Paris, il construit des petits immeubles collectifs sublimes. Mais dès qu'il passe à la grande échelle il est dans la même situation que ses confrères. Images.

Finalement cette architecture pensée dans les années 50 pour produire de l'intégration, pour démocratiser le bien-être produit 25 ans après exactement l'inverse de ce pourquoi elle avait été programmée.